
L'Ukraine et les incohérences de l'Union Européenne

Par Laurent Leylekian
huffingtonpost.fr 4/12/2013

En refusant finalement de signer le protocole d'association avec l'Union européenne, Viktor Ianoukovitch a effectué une spectaculaire volte-face qui a provoqué une avalanche de critiques. La plupart des commentaires acerbes ont pris pour cible les autorités ukrainiennes, et plus encore la Russie et son autoritaire dirigeant, Vladimir Poutine.

A peu près tout ce qui a été dit est vrai et le schéma ukrainien confirme, en plus flagrant et en plus vexant pour Bruxelles, ce qu'avait déjà révélé le cas de l'Arménie : A savoir que les différents Etats postsoviétiques n'ont pas vraiment réussi leur transition démocratique, que les équipes en place comme leurs oppositions sont rongées par l'affairisme, que la Russie a su jouer avec machiavélisme de la carotte énergétique et du bâton séparatiste pour conserver ces pays au sein de son pré carré.

C'est plutôt ce qui n'a pas été dit qui mériterait qu'on s'y arrête. Car dans cette affaire, c'est curieusement la Russie qui s'est montrée pragmatique et l'Europe doctrinale, de sorte que l'intransigeance européenne et au moins aussi responsable des échecs de l'Union que les manœuvres du Kremlin. Diverses prises de position attestent en effet que Moscou se serait accommodé, à travers son "étranger proche", d'une articulation de son Union douanière avec l'Union européenne. C'est l'Europe qui a placé l'Ukraine et l'Arménie ainsi que la Moldavie et la Géorgie devant des choix exclusifs. Et la volonté acharnée de Bruxelles de détacher les Etats d'Europe orientale et transpontique de la Russie est à la fois révélatrice de l'évolution propre des instances européennes et de sa courte vue en matière géopolitique.

Des injonctions incohérentes

Sur le premier point, on ne peut être que frappé du caractère de plus en plus discrétionnaire et incohérent de cette politique extérieure de l'Union : les conditions imposées aux Etats du Partenariat oriental prétendant à l'accord d'association sont très contraignantes pour des incitations finalement modestes, que ce soit en termes d'assistance financière ou d'évolution statutaire. Si l'Arménie et l'Ukraine perçoivent très clairement les risques énergétiques voire territoriaux qu'implique de quitter le giron russe - le cas géorgien est édifiant à cet égard - elles n'entrevoient pas vraiment d'intérêt à adopter les standards économiques d'une zone déflationniste et compétitive pour laquelle elles ne sont certainement pas armées. Il faut bien le dire, les exemples grecs et chypriotes font peu envie, et encore moins sans perspective politique d'adhésion pleine et entière. En outre, ces Etats peuvent concevoir quelque incompréhension et quelque amertume en comparant ce qu'on exige d'eux à ce qu'on n'exige pas de pays reconnus candidats ; par exemple la Turquie qui s'est vu récompensée cet été par l'ouverture d'un nouveau chapitre, de la manière brutale et bien peu européenne avec laquelle elle a réprimé ce printemps les manifestations populaires de la place Gezi.

Tout ceci témoigne d'une approche européenne de plus en plus impérieuse, pour ne pas dire impériale, vis-à-vis de ses petits voisins. Et cette évolution résulte sans doute d'un affaiblissement des mécanismes de contrôle démocratique de l'Union. Certes, Vladimir Poutine est un autocrate que ne gêne pas une Douma toute acquise. Mais on notera que José Manuel Barroso, Olli Rehn, ou Jean-Claude Juncker pour l'Eurogroupe, règnent ou ont régné presque aussi longtemps que le maître du Kremlin, sans que le

Parlement européen n'ait su, pu ou voulu peser sur leurs choix. Notamment en matière d'élargissement ou d'affaires étrangères pour lequel son rôle n'est que consultatif. Bref, on peut souscrire à l'analyse remarquée de l'historien David Engels selon lequel, à l'instar de l'Empire romain naissant, les institutions démocratiques de l'Union sont formellement toujours présentes mais dépossédées des vraies décisions prises par des troïkas actuelles qui rappellent d'antiques triumvirats. L'Europe n'est plus politique, elle serait géopolitique.

La Russie, partenaire naturel de l'Union européenne

Alors tant qu'à faire de la géopolitique, autant la faire avec discernement. Or il est peu raisonnable de s'aliéner la Russie dont la complémentarité avec l'Europe saute aux yeux. La Russie est un désert humain et économique, riche de ressources énergétiques. Les 140 millions de Russes concentrés à l'Ouest d'un immense territoire de 17 000 000 km² n'engendrent qu'un PIB de 2000 milliards d'euros, pas plus que l'Italie deux fois moins peuplée. Encore faut-il noter que cette richesse nationale provient à 30% de ses hydrocarbures - gaz, pétrole et charbon - dont elle est respectivement le 1er, le 2ème et le 4ème exportateur net. Et les pays européens, notamment l'Allemagne et l'Europe de l'Est figurent parmi les principaux importateurs de ces ressources. Fondamentalement, la Russie est donc la péninsule arabe des 500 millions d'habitants de l'Europe communautaire, et accessoirement de leur croissance économique. Certes, on peut rêver que les énergies renouvelables réduisent à l'avenir cette situation de dépendance mutuelle mais, dans l'attente, la remise en route des centrales thermiques en Allemagne plaide plutôt pour le contraire.

Or nous ne sommes pas seuls à considérer avec intérêt les réserves énergétiques russes : la Chine, qui envisage de quadrupler ses importations d'ici 2025, mais aussi la Turquie, l'Iran, l'Inde et le Pakistan les convoitent également. Or l'Europe a peut-être un avantage sur ces ensembles : elle s'avère plus rassurante pour Moscou, ne serait-ce que d'un point de vue démographique. Le contrôle par la Russie de ses régions périphériques pose en effet question au pouvoir central tant la situation est problématique de ce point de vue et tant est forte la pression migratoire des Chinois et des Musulmans d'Asie centrale. La Russie n'a pas regagné sa population maximale de 1992 et la politique nataliste menée a à peine enrayé le déclin. Face au 1,6 milliards de Chinois, aux 100 millions de Turcs, aux 120 millions d'Iraniens et aux 412 millions d'Afghans et de Pakistanais qui se profilent à l'horizon 2050, la Russie a compris qu'elle pourrait trouver dans l'Europe un allié d'autant plus naturel que ces deux entités, outre nombre de préoccupations sécuritaires communes, présentent une complémentarité économique et une certaine proximité culturelle quoi qu'on en pense. Il serait salutaire que les dirigeants de l'Europe, impériale ou pas, le réalisent aussi.

<http://www.huffingtonpost.fr/laurent-leylekian/lukraine-et-les-incoheren b 4383329.html>

http://www.armenews.com/article.php3?id_article=95471
